



Déclaration Liminaire de la FSU

CSA-SD du 9 septembre 2024

Madame l'IA-DASEN,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

après la succession de trois ministres pendant la dernière année scolaire, l'Éducation Nationale se retrouve dans une situation inédite sous la V^{ème} République. En effet, nous avons commencé cette année scolaire avec à notre tête une ministre démissionnaire.

Depuis le départ de Pap Ndiaye en juillet 2023, trois ministres se sont succédés. Le premier, Gabriel Attal, pour qui l'Éducation Nationale a servi de marche-pied pour l'accès au poste de 1^{er} Ministre. La deuxième, Amélie Ouéda-Castéra, dont le seul objectif était la promotion de l'école privée aux dépens de l'école publique, n'a été qu'une erreur de casting. Et la troisième, démissionnaire et sans légitimité depuis le mois de juillet, qui a profité de la confusion générale pour continuer à appliquer la politique éducative massivement rejetée par la profession. Au déni des urnes, s'ajoute le déni de notre quotidien, de nos réalités.

La dernière année scolaire a été mouvementée au point de vue politique mais pour autant, aucune amélioration de fond n'a été constatée. Les ministres n'ont eu de cesse de faire des annonces à l'emporte-pièce jamais vraiment suivies d'effet. Le temps politique n'est pas celui d'une école en crise qui a besoin de répit et de changement en profondeur.

Les réponses de nos ministres au mal-être enseignant frisent plutôt le mépris que la reconnaissance qu'un employeur doit à ses salariés : pacte enseignant, tri social des élèves à l'entrée en 6^{ème}, réforme des retraites, évaluations généralisées en école élémentaire, promotions à la Classe Exceptionnelle, qui, par le biais d'un discriminant d'ancienneté dans le corps des professeurs des écoles, a écarté nombre de nos collègues les plus anciens ayant été instituteurs et institutrices...

Dans nos classes nous rencontrons toujours les mêmes problématiques : une école inclusive qui repose presque uniquement sur le dos des enseignants et des AESH, une formation initiale et continue très insuffisante, des conditions de travail qui se dégradent d'années en années, le nombre d'élèves par classe qui ne diminue pas et nos fiches de salaire largement en dessous des moyennes européennes. Pendant que les budgets de l'école publique diminuent, nous apprenons que l'école privée bénéficie de toujours plus d'argent. En plus de cela elle ne subit pas les mêmes contraintes que l'école publique en terme d'inclusion scolaire, de proportions d'élèves issus de catégories sociales défavorisées et de respect des principes de laïcité.

Concernant l'inclusion, les jeux paralympiques 2024 reflètent parfaitement la situation de l'école. Une image d'Épinal du handicap est proposée au grand public, en oubliant les difficultés immenses posées par une forme spécifique de handicap : le handicap mental. Le titre du Parisien est significatif : « C'est totalement insuffisant ! Pourquoi si peu d'athlètes en situation de handicap mental aux jeux paralympiques ? ». Ils sont une centaine d'athlètes sur 4400 participants.

Quand il s'agit d'exposer à travers les JO la réussite de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans notre société, on réduit pour la belle image, le nombre d'athlètes handicapés présentant des troubles psychiques. Par contre, on n'hésite pas à inclure à l'école, depuis des années, la quasi totalité des élèves en situation de handicap mental. Ces inclusions mal préparées et avec peu de moyens créent des situations de souffrance pour les personnels, les élèves inclus et les autres élèves. Cette situation est scandaleuse et encore une fois nous dénonçons la fausse image présentée au public du handicap à l'école et les moyens dérisoires déployés pour une vraie réussite de cette inclusion scolaire.

C'est en réponse à ce contexte que nous serons en grève demain mardi 10 septembre pour exiger :

- le respect de notre liberté pédagogique et l'abandon des évaluations nationales standardisées.
- un véritable choc des moyens permettant une véritable augmentation des salaires sans contrepartie, la baisse des effectifs dans toutes les classes et une inclusion respectueuse des personnels comme des élèves.

Pour le second degré, comment imaginer une rentrée sereine quand nous rentrons dans le flou le plus total ? Du flou à plusieurs niveaux : organisation du DNB, organisation des groupes de niveau ? Besoins ? On ne sait plus. Leur mise en œuvre est totalement différente d'un établissement à l'autre et ne garantit pas une égalité de traitement des élèves. Les conditions de travail des collègues se dégradent avec des services partagés qui n'ont pas de logique et qui sont de plus en plus fréquents avec parfois des quotités de service d'une ou deux heures ! Pour exemple, dans un collège tarbais, pas moins de quatre enseignants se partagent un même poste en physique chimie. Le choc des savoirs a un fort impact sur l'occupation des salles et ne permet pas à tous les enseignants de travailler dans des conditions acceptables. Nous sommes toujours opposés au tri social que cette réforme sous-tend. La réforme du lycée continue sa route sans qu'aucun bilan ne soit tiré. Enfin, en ce qui concerne l'inclusion des élèves en situation de handicap, nous rejoignons l'analyse de nos collègues du premier degré et insistons sur la maltraitance qui est parfois infligée aux AESH, changés de PIAL par exemple sans leur consentement.

Malgré le caractère alarmant de la situation de cette rentrée, la FSU continuera à se battre pour que l'école publique soit un garant de l'émancipation de nos élèves et de conditions de travail dignes pour l'ensemble de ses personnels.